

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
7 au 13 octobre 1999

10 FF
65 FB

Renforcement des contrôles d'arrêts maladie La chasse aux pseudo fraudeurs est ouverte

LES ATTAQUES CONTRE LES systèmes de protection sociale (retraite, santé, aides sociales, formation, etc.) sont devenues si fréquentes qu'elles sont banalisées au point que l'annonce par Martine Aubry d'un renforcement des contrôles d'arrêt maladie m'émue même plus le pékin moyen.

En d'autres temps, les gros syndicats auraient perçu cette annonce comme une provocation et appelé leurs troupes à la mobilisation. Aujourd'hui, nous pouvons douter tout à la fois de leur volonté réelle de contrer les stratégies de démantèlement de la protection sociale comme de leur capacité d'action offensive et alternative. Pourtant la chasse aux fraudeurs est bel et bien ouverte.

Le prétexte invoqué par la ministre est que les arrêts maladie sont en hausse de 7 % sur les six premiers mois de l'année. C'est « inadmissible », « insupportable » ajoute-t-elle et d'assimiler, dans la foulée, cet état de fait à de la fraude pure et simple!

L'arrêt de travail est un acte de survie!

Nous pensons, nous, qu'il y a une autre manière de voir cette réalité.

Depuis plusieurs années, toutes les études sur les conditions de travail révèlent une dégradation de celles-ci: accroissement des cadences, horaires décalés et temps partiel imposés, précarisation généralisée, stress, contrôle et pression croissante par la hiérarchie, postes de travail inadaptés, salaires bloqués voire en régression.

Autant de bonnes raisons pour qu'à un moment où un autre l'individu craque et utilise l'arrêt de travail, non pas pour frauder mais parce que c'est pour lui une question de survie lorsque sa santé physique, psychologique ou mentale est en jeu.

C'est là qu'il faut rechercher les causes de l'accroissement des arrêts maladie et non pas montrer du doigt les salariés qui seraient en quelque sorte des délinquants ou, pour le moins, anti-citoyens!

En vérité, le gouvernement cherche

tous les prétextes et toutes les opportunités pour justifier des « mesures d'économies » propres à accélérer la baisse des charges sociales des entreprises que lui réclame de plus en plus fortement le patronat.

La culpabilisation des salariés

C'est ainsi que M. Johanner, directeur de la CNAM de son état, préconise 62 milliards de francs d'économie. Pour cela il en appelle à la responsabilisation de tous dans la gestion des systèmes de solidarité. Nous pouvons ainsi voir fleurir dans les salles d'attente des médecins des affiches n'hésitant pas à jouer la carte de la culpabilisation des salariés en affirmant que les « abus » en matière d'arrêts remettent en cause le fonde-

conditions de travail et de vie se dégrader, mais en plus nous devrions l'accepter et attendre de crever la gueule ouverte pour que les taux d'absentéisme et d'arrêt soient à zéro! C'est nous prendre vraiment pour des cons!

En plus, l'État en profiterait alors pour exonérer entièrement les patrons de toutes cotisations sociales!

Le cynisme des gouvernants est-il à son comble? Rien n'est moins sûr car Fabius, président de l'Assemblée nationale, vient de relancer l'idée des fonds de pension comme système de protection sociale idéal, pendant que le PS souhaite que nous devenions tous des salariés actionnaires et qu'Aubry, toujours elle, prépare un projet de loi obligeant les caisses de retraite, les ASSÉDIC et la sécu à cracher au bassin

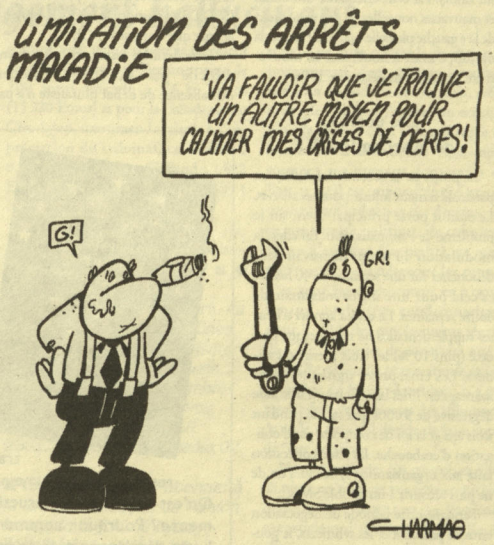
- **Mouvement lycéen :**
- **Tour de France de la mobilisation**
- **page 4 et 5**
- **Répression des lycéens**
- **au Québec**
- **page 5**

EDITORIAL

Afin de nous faire croire qu'elle luttait contre le chômage et la précarité, la majorité plurielle s'est employée ces derniers jours à donner l'illusion d'un coup de barre à gauche. Il s'agissait de rassurer ce bon peuple de gauche qui a de plus en plus de mal à digérer les grosses couleuvres que lui fait avaler le gouvernement. Le PS entend dorénavant s'attaquer aux excès les plus criants du capitalisme sans, bien sûr, remettre en cause les fondements de ce système économique inique. Ainsi, après le « scandale Michelin », Jospin veut « lutter contre les licenciements abusifs ». Il ne reste plus qu'aux partenaires sociaux à se mettre d'accord sur la notion d'abus. Les futurs salariés victimes de licenciements non abusifs apprécieront la formule. Le gouvernement ne craint pas le ridicule non plus lorsqu'il souhaite s'attaquer au travail précaire alors que dans le même temps, il ne cesse de l'encourager avec les emplois-jeunes et les 35 heures.

Au chapitre des formules creuses, le PC n'est pas en reste puisqu'à l'instar de Tapie en 1993, Robert Hue veut interdire les licenciements. Tout en restant au gouvernement, les cocos organisent, le 16 octobre, une manifestation pour l'emploi. En fait, il s'agit surtout de manifester pour emmerder les socialistes et essayer de ne pas se faire déborder par l'extrême gauche tout en rassurant ses adhérents à six mois du 30^e congrès du PCF.

Enfin, en ces temps de recentrage à gauche, A. Juppé y va également de son petit couplet. Découvrant que les immigrés ne sont pas seulement des ouvriers, une partie de la droite souhaite que l'intégration devienne une priorité nationale. En plus d'un appel du pied en faveur d'un électoral potentiel, cette manœuvre consiste évidemment à retarder toute explosion sociale. En effet, cet énarque propose d'irriguer les quartiers d'emplois-jeunes et de développer la construction de mosquées. Rien de tel pour tenter de s'assurer le contrôle d'une population de plus en plus confrontée à la misère et au chômage et qui pourrait, bientôt faire tout péter. Par ailleurs, la France se doit, selon lui, d'accueillir de nouveaux immigrés en instaurant des quotas par professions pour faire face à une pénurie de main-d'œuvre et au vieillissement de la population. Après avoir pratiqué la chasse aux immigrés, laisser crever des pauvres aux portes de l'Europe, et parler « d'invasion », « d'immigration zéro » ou de « seuil de tolérance », de tels propos montrent combien la classe politique s'est servi du discours sur l'immigration pour diviser les exploités. Maintenant, peu leur importe que le travailleur soit français ou marocains pourvu qu'il soit corvéable à merci.



ment d'un acquis social essentiel. Décidément la démagogie n'a pas de limite.

La déclaration de Mme Aubry n'est donc pas le simple constat d'une étude statistique d'un moment donné, mais renforce un discours déjà en œuvre et va se traduire, dans les faits, par une répression accrue par les services de contrôle de la sécurité sociale. Et là, nous pouvons parler d'abus car non seulement nous devrions voir nos

pour « aider » les patrons, les pauvres, à passer aux 35 heures, parce que, paraît-il, les emplois ainsi créés allégeront les charges de ces organismes! On aura tout entendu.

Approprions-nous le système de protection sociale!

En tout état de cause, il devient de plus en plus clair ●●● page 8

ISSN 0026-9433 - N° 1175

M 2137 - 1175 - 10,00 F



FOP 2520

Face au cynisme du capitalisme

Les luttes sociales sont nécessaires

DANS LA PRESSE, À LA TÉLÉVISION, à la radio, les médias nous martèlent que la croissance est au beau fixe. Finie la crise, même le FMI nous annonce un avenir radieux. Les statistiques officielles, arrangées par un savant calcul qui exclut les formations, les précaires, les Rmistes, nous soulignent la décreue du chômage. Dans les derniers sondages, les Français sont heureux ! La « société du plein emploi » est programmée pour la prochaine décennie. Malgré l'agitation de M. Chirac, la droite reste toujours dans les choux. Le seul point noir reste la mauvaise prestation de M. Jospin sur France 2 que n'a pu effacer son rattrapage du 27 septembre à Strasbourg.

Depuis l'arrivée de la « gauche plurielle », les automnes se suivent et se ressemblent. Il ne se passe presque plus rien au niveau des luttes sociales. Pas de conflit ou d'action syndicale majeure ni dans les entreprises du secteur privé, ni dans la fonction publique, plus de revendication sur le pouvoir d'achat ou sur les conditions d'emploi. Un calme plat bizarre, entretenu par des infos radieuses. Comme si la société française avait été anesthésiée par le recentrage socialo-libéraliste d'une « gauche plurielle » qui fait le jeu du capitalisme de marché. Cette dérive irréversible signe une véritable crise de la représentation politique. Son uniformisation vers l'idéologie dominante montre l'impasse de la démocratie parlementaire, qui prive l'ensemble des membres de la société de leurs responsabilités et de leurs pouvoirs. Sur le terrain, l'inégalité sociale reste une réalité incontournable et la lutte des classes est un concept qui a encore de l'avenir. Ces dernières années, l'état et le patronat ont confirmé le cynisme d'un capitalisme triomphant par des offensives sociales

particulièrement violentes : flexibilité et annulation du temps de travail, attaque du SMIC, des pensions et retraites, campagne contre le statut de fonctionnaire, licenciements dans le privé... Face à la perte de nombreux acquis, l'absence de mobilisation salariale reste inquiétante.

Retraites, un débat truqué !

Le débat sur la retraite va être dur à faire avaler. En effet, il faudra travailler jusqu'à 65, 70 ans ou plus, alors que de « vieux » salariés de 45 ans sont licenciés dans le secteur privé. Il sera probablement difficile de prendre les individus pour des imbéciles, en faisant passer les fonds de pension comme la garantie absolue d'une retraite mirifique, et de faire croire que les futurs actifs seront trop peu nombreux pour assumer, par leurs cotisations, le paiement des nombreuses retraites, quand nous connaissons les marges de bénéfice du patronat. Dans ce dossier, politiques, patrons et médias occultent, par exemple, le pourcentage de la valeur ajoutée qui est consacrée aux rémunérations directes et indirectes. Ce pourcentage a diminué de 9 points en 15 ans, passant de 69 % à 60 % entre 1982 et 1997. Ce qui est énorme. Cela représente une importante quantité de richesses dérobée à ceux qui les ont créées et versée aux bénéficiaires de la classe possédante.

Dans la logique capitaliste, cette baisse indique que depuis quinze ans l'augmentation de la fortune de la haute bourgeoisie se fait sur l'échec cuisant des travailleurs prolétariés et des exclus ; elle explique aussi, pour une bonne part, les blocages et les régressions de toute la société. Il est certain que cette fortune détournée suffirait amplement à

offrir une bonne retraite à tous les salariés de ce pays.

L'enjeu financier étant considérable, la classe dirigeante va utiliser toutes les pièces de sa stratégie. Déjà, elle a demandé à M. Charpin, « l'expert-caution », de rédiger le rapport fallacieux que l'on attendait de sa part. La classe politique, le patronat et leurs chiens de garde technocratiques et médiatiques vont nous

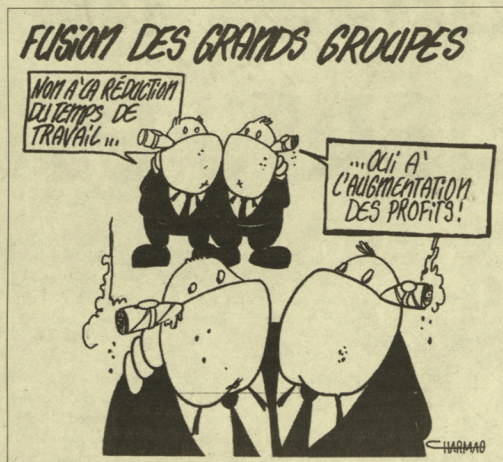
vernement a favorisé une recomposition syndicale qui lui permettra de donner force de loi à ses projets. Il pourra s'appuyer désormais sur « la gauche plurielle syndicale » formée par l'axe CFDT-CGT-UNSA qui entend négocier à partir du cadre législatif et institutionnel déterminé par le gouvernement Jospin. Sur le terrain et à la base, la CGT et la CFDT en lutte se sont

permis l'émergence de nouvelles options politiques en phase avec la société actuelle.

Le cas Jaffré, symbole du capitalisme français.

Pour le consoler de son éviction au profit de M. Thierry Desmarest, M. Jaffré Philippe, exPDG d'Elf, aurait touché 300 millions ou peut être 350 à 400 millions. Nous parlons, ici, en francs actuels. Comme point de comparaison le président de la république gagne autour de 100 000 francs par mois, moins de 2 millions par an. De plus il est écrit dans la presse d'entreprise que ce patron était détesté pour son esprit de clan et sa morgue balladurienne. Nous n'osons pas imaginer le montant de sa gratification s'il avait été aimé au sein de son groupe. Dans cette histoire, le capitalisme français a choisi une drôle de modernité, donner à un patron une prime de départ farineuse dans la plus obscure opacité. Il existe en France, des exclus, des pauvres à 3 500 F, des bourgeois à 100 000, voir 200 000 F et en marge une hyperbourgeoisie régie par des règles et des chiffres sans commune mesure, où un jour de malchance, on se retrouve avec une consolation de 300 millions. Mais que sont en fait ces centaines de millions que Jaffré a gagnés après avoir travaillé, à côté des dizaines de milliards que Mme Bettencourt gagne à la Bourse, en « dormant » ? Le capitalisme par nature fonctionne aux inégalités. Dans son ivresse il creuse de plus en plus les différences sociales jusqu'à l'intolérable. Quand ceux d'en haut cessent de craindre les réactions de ceux d'en bas, c'est que les pouvoirs politiques et économiques ont perdu leur faculté de régulation. À présent le système lui-même, risque d'être menacé et d'exploser. C'est en mobilisant le prolétariat, que nous contribuons peut être à changer.

Michel Sahuc. - groupe « la Sociale » (Montpellier)



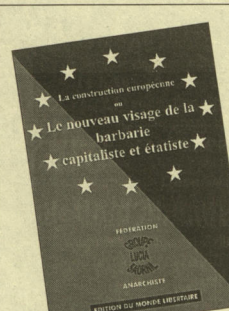
présenter déjà une situation dramatique, qui contraste avec l'avenir radieux que nous promet la fin de la crise. A chaque situation, il faut choisir ses moyens. L'offensive a débuté cet été, Jospin dans le style faux-cul du défenseur des opprimés, Chirac, comme à son habitude, dans une tirade lourde, puis Kessler, le spécialiste du fond de pension au MEDEF et bien sûr Aubry. Par cette alternance de bonnes et mauvaises nouvelles, le gouvernement de la « gauche plurielle » pourrait réussir là où Juppé avait échoué, face au mouvement populaire de décembre 1995.

démarquées le plus souvent des positions propatronales de la CFDT et de l'UNSA. Il n'en va pas de même dans certaines fédérations CGT (textile, EDF, Cheminots...) et surtout de sa direction confédérale qui tourne le dos à sa stratégie syndicale de classe et de transformation sociale pour s'inscrire davantage dans le cadre d'une « coopération conflictuelle » proche de la CFDT. L'évolution de la CGT est liée à la crise que traverse le PCF.

Cette dernière reste particulièrement difficile par son passé stalinien où l'absence de débat pluraliste n'a pas

Les enjeux de la seconde RTT

Le projet de la seconde loi Aubry est particulièrement injuste pour les salariés. Le conflit porte principalement sur le problème de l'annualisation. En effet, la modulation du temps de travail peut déboucher sur une semaine de 46 heures et cela pour une durée maximale de douze semaines. Le quota annuel d'heures supplémentaires ne sera presque plus taxé (plus 10 %) les trois premières années. Les entreprises signataires sont avantagées. Elles bénéficient d'une aide dégressive de 9000F par salarié pendant trois ans et la loi ne comporte pas d'obligation d'embauche. La seule concession faite aux organisations syndicales est de ne plus recourir à un double SMIC. Pendant cette période de négociation entre le patronat et les syndicats, le gou-



Surprenante quand même cette construction européenne dont on nous parle qu'une fois tous les cinq ans et qui, pourtant, a d'aussi grandes conséquences sur notre vie quotidienne. De directive en directive, d'accord de Schengen en traité de Maastricht, l'Europe se construit sous nos yeux et pourtant hors de notre regard. Bien qu'elle ait des implications croissantes sur nos conditions de vie et de travail, pour l'individu lambda elle reste malgré tout une notion pour le moins floue.

Qu'est-ce que la construction européenne ? Par qui est-elle menée ? Pourquoi, comment et à qui profite-t-elle ? Quelle lutte développer dans ce nouveau contexte ? Cette brochure ne prétend évidemment pas répondre à toutes les questions. Nous espérons toutefois qu'elle y contribuera à sa manière. Ce sont les petits ruisseaux qui font les grandes fleuves, non ? **La construction européenne ou le nouveau visage de la barbarie capitaliste et étatisée.** Groupe Lucia Saornil. 20 F. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 7011 Paris. (24 F avec port).

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
 Directeur de publication : J. Toublert
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Les Informations dieppaises SA, 8, rue Claude Groulard, 76200 Dieppe.
 Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - La Vigie

abonnez-vous!

le monde **libertaire** Rédaction-Administration : 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
 Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Pays A partir du n° (inclus).
 Chèque postal Chèque bancaire
 Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Contrats locaux de sécurité : Police partout, justice nulle part

IL Y A DEUX ANS, LE COLLOQUE DE Villepinte en Seine-Saint-Denis lançait la mise en place des Contrats Locaux de Sécurité (CLS). Ces contrats, signés entre l'Etat et les municipalités, auxquels participent la police, la justice et l'éducation nationale, ont pour vocation de façade de faire reculer la délinquance et de réduire le sentiment d'insécurité dont la population est victime.

À l'heure actuelle, environ 290 CLS ont été signés et 439 sont en préparation. Dans l'ensemble, la résultante des CLS est une augmentation des effectifs policiers en tout genre de manière à les rendre visibles en tout lieu et à toute heure. Ils font partie intégrante du processus de généralisation de la police de proximité qui doit se concrétiser au début de l'an 2000. Il me semble important d'analyser quelques aspects nouveaux et inquiétants de cette nouvelle forme de contrôle social concoctée par la gauche au pouvoir.

La police embauche

En premier lieu, les emplois-jeunes constituent un des piliers du CLS. À titre d'exemple, à Montpellier, 77 adjoints de sécurité (ADS) sont embauchés dans le cadre du CLS, amenant leur nombre total à environ 150, ce qui constitue plus de 10% des effectifs policiers de la ville. Ces smicards de la police sont la première ligne du dispositif sécuritaire : jeunes, sympathiques, issus si

possible de l'immigration, ils ont comme vocation de jouer aux concierges du quartier et d'en référer à leurs supérieurs à képi. Par ce biais, la police cherche à devenir un interlocuteur social, un référent face aux petits problèmes du quotidien. Dans ce cadre, des permanences policières dans les Maisons pour Tous

vont voir le jour de manière à réinstaurer le réflexe de délation cher au régime de Vichy.

Deuxièmement, le partenariat avec l'éducation nationale emmène la police à l'intérieur des écoles. Prétendant lutter contre le racket et la violence dans le milieu scolaire, les bleus participeront, à côté de Da-

none et Vivendi, des aides-éducateurs et des profs, à l'éducation des enfants : citoyenneté républicaine, soumission à l'autorité, salut au drapeau (?) sont donc au programme dès le plus jeune âge.

Et si la première ligne douce ne marche pas, si les « incivilités » continuent, les CRS « fidélisés » interviendront pour rétablir l'ordre républicain, la justice sera implacable et efficace, les jeunes délinquants seront confinés dans les « centres de placement immédiat » sous stricte surveillance... et si ce n'est pas suffisant, l'Etat enverra l'armée! Délire paranoïaque d'anarchiste obstiné ou durcissement logique d'un pouvoir qui doit contrôler une société mise à mal par le chômage et la misère? Les faits sont là pour donner la réponse.

L'Etat en guerre contre les quartiers

En tant qu'anarchistes, nous ne pouvons donc que dénoncer le durcissement du contrôle social et des dispositifs de répression, mais il me semble fondamental de ne pas nier les problèmes des gens provoqués par l'insécurité ou même le sentiment de celle-ci. Tout en étant gonflés par les médias et utilisés par le pouvoir, les phénomènes de racket, de dégradation des biens privés et publics ne peuvent pas être ignorés. Ils sont la manifestation violente d'une frange grandissante de la population qui est exclue de la société de consommation « légale »

et qui a grandi dans le mythe du fric et de la frime. Mettre le feu à une poubelle ou racketter son camarade de classe n'a rien de révolutionnaire, au contraire, c'est la démonstration d'avoir parfaitement assimilé les modes de fonctionnement de domination et d'exploitation du système capitaliste et d'être capable de les reproduire à petite échelle. Les victimes de ces violences appartiennent généralement à la même classe sociale que leurs auteurs. Ces violences ajoutent à l'insécurité des fins de mois difficiles et à la menace du chômage et de la misère un facteur supplémentaire de ras-le-bol. C'est à ces gens-là que l'Etat propose les solutions providentielles de la répression et du contrôle social, espérant continuer ainsi à légitimer son pouvoir et à attirer les voix des électeurs.

C'est contre cette logique que nous, anarchistes, luttons : nous n'avons pas de solutions à proposer pour rendre la société capitaliste plus juste. Le capitalisme à visage humain est une leurre agité par une classe politique garante du maintien du système. De fait, un système basé sur les inégalités, la compétition, en bref la guerre de tous contre tous, ne peut que générer violences et insécurité. Faire entrer en masse des policiers, adjoints locaux de sécurité, etc. dans les quartiers et les écoles ne fait qu'ajouter encore une nouvelle violence institutionnelle à la liste des violences subies au quotidien.

Nicola. — groupe « La Sociale »



Le CIRC condamné : Un jugement hallucinant

LE 6 SEPTEMBRE 1999, LAURENCE DUFFY, présidente du CIRC-Lyon, et Jean-Pierre Galland, président de la Fédération des CIRC, étaient jugés par la douzième chambre correctionnelle de Lyon. Accusés d'avoir présenté le cannabis sous un jour favorable, ils ont subi le discours éculé de Mme le procureur et apprécié le discours très argumenté de leur avocat. Alors que le représentant du

parquet avait requis contre le président de la Fédération des CIRC une peine de 200 jours-amende à 76,10 euros (15 220 Euros) et pour la présidente du CIRC-Lyon, une amende laissée à l'appréciation du tribunal, ce dernier a condamné Jean-Pierre Galland à 1 522 Euros d'amende et Laurence Duffy à 761 Euros d'amende.

À l'heure où Nicole Mastracci, présidente de la Mildt (Mission interminis-

■ Le n°16 du bimestriel anarchiste La Faille est sorti. Au sommaire : les emplois-jeunes, le Kosovo, l'Église et la prison, le négationnisme, les squats... Disponible contre deux timbres à 3 F ou 36 F les 6 numéros (ordre : LAP) à La Faille, B.P. 2301, 38033 Grenoble cedex 02.

■ Vous pouvez vous abonner à la feuille mensuelle de l'Union locale de la F.A. de Lyon « l'égalité économique et sociale » pour 50 F par an en vous adressant à La Plume noire, 19 rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

■ Création d'un nouveau groupe de la F.A. à Quimper. Pour le joindre, écrire à la librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris.

tiérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie), dans une interview donnée à un quotidien néerlandais, affirmait que « les Pays-Bas sont un exemple pour la France dans leur politique de lutte contre la toxicomanie », que « nous sommes maintenant conscients en France qu'il est impossible d'éliminer totalement l'utilisation des drogues... » et que « notre politique de tolérance zéro » n'est plus d'actualité, ce jugement, même s'il désavoue les propos d'un autre âge du procureur, est à rajouter aux nombreuses condamnations, pour L. 630, des représentants légaux du CIRC. Force est de constater que la nouvelle politique pragmatique et raisonnable de Mme Mastracci n'a pas encore franchi les portes des tribunaux. Aussi le CIRC a-t-il décidé de faire appel de cette décision.

Nous ne sommes pas coupables d'incitation, en tout cas pas plus coupables que le rapport Roques ou que les grands mensuels qui utilisent la feuille de chanvre pour augmenter leur vente. Et Laurence Duffy est encore moins coupable de détention de stupéfiants, des graines de chanvre, qui, rappelons-le, ont été achetées légalement à une entreprise cautionnée par le ministère de l'agriculture.

Jean-Pierre Galland,
président de la Fédération des CIRC
Laurence Duffy,
présidente du CIRC Lyon

Faits d'hiver Du droit du sang

Ce 28 septembre 1999, la cour d'assises des Vosges va devoir juger les tortionnaires du petit Johnny, 4 ans, découvert en octobre 1996 dans une ferme de là-bas, dans un triste état. Sa mère, 25 ans, son père, 39 ans, deux tantes, deux oncles et l'un de ses grands-pères, sont accusés d'avoir torturé, violenté et ravalé au rang de moins qu'une bête depuis toujours.

Dès que ce pauvre gosse se levait, il était frappé, parce que... Dès qu'il bougeait, il prenait des coups, parce que... Il n'avait pas le droit de jouer. Pas le droit de sortir, pas le droit de... Pour un oui, pour un non, c'était au coin, les mains derrière le dos. Pour un oui, pour un non, c'était privé de repas. Pour un oui, pour un non, c'était aller dormir avec les poules ou avec les cochons. Un brave homme d'électricien, venu se faire régler une facture de hasard a osé dénoncer cette ignominie qui n'était pas vraiment ignorée par...

Battu, encore battu, toujours battu, massacré régulièrement, affamé, humilié chaque seconde de sa vie, envoyé dormir avec les poules ou les cochons, au su et au vu de...

Certains se réjouiront vraisemblablement que ces enfoirés prennent 10 ou 15 ans dans la tronche. D'autres, dont je suis, préféreront laisser de côté la gestion des effets pour oser une réflexion sur les causes.

Pour un cas comme celui-là, signalé, combien de cas tus? Pour un cas comme celui-là, caricatural, combien d'autres, simplement moins pires, tolérés?

Il y a quelques années, ma compagne (l'amour de ma vie) et moi-même, deux pauvres hères de la classe moyenne (on imagine ce qu'il peut en être pour les autres classes en « dessous » de la moyenne) se sont fait recalés à l'examen de l'adoption pour cause de trop grande projection affective sur un enfant d'un autre sang.

Mon témoignage ne présente donc pas les qualités de l'objectivité. La revendication des anarchistes par rapport à la citoyenneté de l'enfant et à la non propriété parentale présente, elle, toutes les caractéristiques d'une subjectivité qui ne fait pas photo. L'enfant n'appartient ni à ses parents ni à Dieu, ni à l'État, mais à sa propre liberté, aimait à dire le camarade Bakounine!

Oui, bon, mais tout ça remet en cause la propriété parentale et le droit du sang! Oui!

Jean-Marc Raynaud

En bref

En 99 comme en 98...

La colère lycéenne est toujours là !

Pratiquement un an jour pour jour après le mouvement lycéen de l'automne 98, les lycéens redescendent par milliers dans les rues des villes, petites ou grandes, de l'hexagone. L'an passé, Claude Allègre, ministre socialiste de l'éducation, avait réussi à calmer la colère et à stopper le mouvement en proposant un plan d'urgence pour les lycées, mais aussi grâce à l'aide et au rôle d'encadrement joué par la FIDL et l'UNL (deux satellites « lycéens » du Parti Socialiste). Le plan d'Allègre et du gouvernement s'est vite révélé être en réalité un plan bidon et les lycéens montrent, par les grèves actuelles, qu'ils ne sont pas dupes de l'annonce d'une rentrée à zéro défaut.

Les problèmes sont toujours là !

Derrière la poudre aux yeux des annonces médiatiques, la réalité des conditions d'étude, de travail et de perspectives d'avenir est toujours précaire pour des milliers de lycéens

PERPIGNAN

Des moyens pour l'Éducation !

DEUX SEMAINES APRES LA rentrée, les élèves des classes de première et de terminale S.T.T. du lycée Jean Lurçat se sont mobilisés pour motiver les lycéens des autres établissements et c'est ainsi que 800 grévistes étaient dans la rue le 20 septembre à Perpignan. Le même motif qui avait provoqué un mois de grèves l'an passé à Jean Lurçat a remis cette année les lycéens dans la rue : « on veut un prof ». Le poste est créé mais non pourvu ! Une semaine après, la contestation a fait son chemin. Le 27, c'est un bon millier de grévistes, tous lycéens confondus – public et privé – qui se retrouvaient pour un sit-in en centre-ville. Les revendications portent sur les moyens, en enseignants et en matériel, et sur les emplois du temps. Les porte-paroles du mouvement ont su mobiliser les médias : le JT de 13 heures leur a consacré un reportage substantiel. L'inspecteur d'académie et un représentant du recteur ont accepté de les recevoir. Un cahier de doléances à la Prévert : des ordi-

nateurs, un gymnase, un demi-poste d'espagnol, un médecin scolaire, un poste en carrosserie, des journées équilibrées, trois postes à Céret, deux postes à Arago, des classes moins chargées... Selon le secrétaire général de l'inspection académique, « tout est réglé concernant les retards dans l'affectation du personnel ». Restent les créations de poste. Les équipements, quant à eux, relèvent du Conseil régional. Ce n'est donc pas le moment pour Jacques-Blanc de venir inaugurer quelque chose à Perpignan ! Les lycéens perpignonnais restent néanmoins mobilisés « il y a encore des problèmes. On ne voudrait pas que cela se reproduise à la rentrée prochaine ». Le 30 septembre, jour de la manifestation nationale, les 250 élèves du lycée agricole de Rivesaltes se sont mis en grève et ont défilé dans les rues de la petite ville. Ils dénonçaient les problèmes spécifiques à leur établissement. Relevant du ministère de l'Agriculture, et non de l'Éducation nationale, ils ont préféré ne pas se mêler aux autres établissements afin d'être mieux entendus, même s'ils sont moins nombreux. Leurs revendications sont pourtant bien voisines : manque de moyens, manque de profs, de surveillants et de personnel en self. L'avenir seul dira si le mouvement tient dans la durée. Après celle du 30 septembre, la journée de mobili-

sation nationale prévue le 7 octobre maintiendra-t-elle la pression ? Même si les profs absents à la rentrée ont été remplacés – dit l'Académie et Claude Allègre – les classes restent surchargées, les journées de 9 heures et de 3 heures se côtoient, le self est toujours aussi embouteillé, des cours de gym n'ont pas d'autre choix que le plein air... Alors, les lycéens iront-ils jusqu'au « zéro défaut » ? Et au-delà, seront-ils finalement satisfaits quand ils auront leurs profs, des emplois du temps corrects et des gymnases ? Verra-t-on la contestation s'étendre au contenu des programmes, à l'intrusion de l'entreprise dans les lycées techniques, de l'armée à l'école ?

M.B. – groupe Puig Antich (Perpignan)

PÉRIGUEUX

Une grève aux allures buissonnières

APÉRIGUEUX, DEPUIS LE 20 septembre, les lycéens et lycéennes sont – comme l'an passé – dans les rues. « Au lycée de Chardeuil (lycée professionnel du bâtiment), il n'y a même pas de proviseur et la bouffe est imangeable (comme presque partout) ; l'internat est dégueulasse et la salle d'informatique reste fermée. L'an dernier, au LEP Picasso, le plafond s'est effondré ; il n'y a pas de gymnase, comme au lycée du Cours de l'Arche (encore un lycée professionnel). Pas assez de profs, des classes surchargées, des emplois du temps démentiels, trop d'heures... À l'heure où les politiciens parlent des 35 heures, les lycéens en ont parfois quarante, sans compter le travail personnel à la maison. » À Périgueux comme ailleurs, les lycéens se sont réveillés avec le goût amer des promesses non tenues. Lundi 20, au LEP Picasso, la colère face à des emplois du temps inacceptables provoque une première AG, puis les élèves partent faire le tour des lycées de la ville. Trois jours plus tard, ils sont 1 200 dans les rues de cette petite ville d'à peine plus de 30 000 habitants. Pourtant, ce jeudi 30, ils ne sont plus qu'une soixantaine dans les rues à battre le rappel. Si les animateurs de la lutte se disent prêts à monter au ministère pour se faire entendre, ils ne cachent pas non plus une crainte de l'essoufflement et du manque de motivation de nombre d'entre eux, pour qui la grève se fait dans les différents bars de la ville.

« Nous avons bien du mal à nous coordonner nationalement. Ceux de l'an dernier sont maintenant en fac, et il ne reste rien de la coordination. Localement, on bosse avec la FIDL et le SNES nous aide sur le plan de

delà, à poser la question de leur organisation, fonctionnement et objectif dans le sens d'une gestion réellement collective et d'une égalité d'accès. Une gestion par tous et pour tous ! Le mouvement pour l'amélioration de notre quotidien pose aussi, sur le fond, ces questions.

La lutte ne fait que commencer mais elle est porteuse d'améliorations et d'espoir pour l'avenir, à condition d'en garder le contrôle sur les pratiques et les objectifs. Méfions-nous comme de la peste des politiciens en herbe qui roulent pour le gouvernement mais aussi de ceux qui prônent l'apolitisme et coupent ainsi le mouvement de toutes perspectives. Soyons acteurs de notre lutte, imposons les assemblées générales souveraines, le contrôle et la révocation des délégués. Politisons la lutte en la globalisant dans le sens de débats et de réflexions sur le système éducatif, notre avenir et la société que nous voulons. Contre le jeu politicien, vive l'action directe !

Groupe étudiant/lycéen Durruti (Lyon)



RECTIFICATIF

En page 4 du *Monde libertaire* de la semaine passée (n° 1074), dans l'article « Misère salariale pour l'économie sociale » il fallait lire à la place de : « Plus de * de ces jeunes » : « Plus de 3 sur 4 de ces jeunes ».

AUCH

Une volonté d'autonomie

Le 28 septembre, 90 % des élèves de lycées techniques sur 1 100 étaient absents des cours et une certaine s'activaient dans les manifs. Les 29 et 30, il y avait entre 350 et 400 lycéens dans la rue (et quelques-uns étaient partis grossir le mouvement à Toulouse, où il y eut 3 000 manifestants le 28 et 5 000 le 30) pour dénoncer, comme un peu partout, le manque de profs et la dégradation des conditions d'études. Au lycée Nogaro par exemple, il y a 36 élèves en première scientifique alors que les revendications de l'année dernière étaient de 25 élèves maximum par classe. L'action typique consiste à se regrouper au centre-ville une demi-heure et de distribuer des tracts en bloquant la circulation de toute la ville. Il y a une volonté d'échapper à la récupération de la FIDL (très présente sur Toulouse) en maintenant la mobilisation sur Auch. Enfin, la lutte semble se développer à tous les bahuts du Gers.

Bertrand

BESANÇON

Intimidation des proviseurs et des flics

FORCE EST DE CONSTATER QUE, pour le moment, les lycéens bisontins ne se sont pas autant mobilisés que durant la dernière grève d'octobre 1998. Plusieurs rumeurs concernant une éventuelle reprise de la grève courraient dans les lycées bisontins depuis les premières actions significatives des lycéens d'Avignon, de Toulouse etc. En conséquence de quoi, une première manifestation spontanée fut effectuée le mardi 28 septembre, rassemblant environ 500 personnes. Quoi d'étonnant à cela ? A Besançon comme partout ailleurs, quasiment rien n'a changé depuis l'année dernière.

Mis à part les petites étincelles du mardi, et une autre manifestation de 600 élèves lors de la journée d'action nationale du jeudi 30 septembre, les autres jours de la semaine les lycéens sont tranquillement restés en cours. D'ailleurs, la rectrice de Besançon ne s'y est pas trompée : à l'issue de la seule entrevue qu'elle a accordée aux lycéens, elle leur a seulement promis d'essayer de mettre aux normes mini-

males de sécurité les alarmes à incendie des établissements de la région !

Pourquoi cette apathie ?

Tout d'abord, un grand nombre de lycéens, qui s'étaient battus l'année dernière avec acharnement, ont été dégoûtés par le manque de résultats de leurs luttes et hésitent à recommencer cette année. Mais l'intimidation envers les rares lycéens récalcitrants aux exhortations mielleuses du mammoth faux-cul Allègre joue aussi énormément. Les flics sont omniprésents à chaque début d'agitation et n'hésitent pas à bloquer par groupe de dix les entrées des établissements susceptibles de se bouger un peu. De plus, l'administration éducativo-matonne empêche ostensiblement les lycéens de sortir quand une manifestation passe à côté de leurs bahuts.

Les proviseurs des principaux lycées ont même concocté ensemble une lettre abjecte qu'ils ont envoyée à tous les parents d'élèves. Dans cette aimable bafouille, il est écrit entre autres que les principales motivations

des grévistes sont de « ne pas aller en cours » ou de « donner libre cours à leur violence ». Les plus jeunes profiteraient ainsi des grèves pour « se livrer à l'initiation de pratiques illicites et dangereuses » ; il est donc fortement conseillé aux parents de « contrôler l'occupation des journées » de leurs rejetons.

Malheureusement, cette lettre ne précise pas vraiment la forme de la répression subie par d'inconscients lycéens grévistes : seront-ils fusillés sur place, envoyés au bagne ou simplement obligés de serrer la main à Allègre ?

Toujours est-il que si les lycéens n'arrivent pas à s'organiser par le biais d'assemblées générales souveraines, de délégués élus, mandatés et révocables à tout moment, et surtout s'ils n'arrivent pas à se convaincre qu'ils mènent une lutte éminemment politique, ils risquent de se faire « récupérer » par les politicards syndicaux habituels (FIDL, UNEF-ID), comme cela semble déjà être le cas.

Thierry - Groupe Proudhon (Besançon)

La Sarthe lycéenne revendique

Près de 3 000 lycéens mécontents manifestaient dans la rue les 21 et 23 septembre derniers. Ils sont en colère car il faut de nouveau lutter. Quatre postes vacants mettent en grève 300 élèves à Mamey, et ceux du lycée de Saint-Calais, bloquent la N 157. À La Flèche, 500 élèves et, à Sillé-le-Guillaume, 240 élèves réclament 3,5 postes. La Ferté-Bernard, Sablé, Loué, ce sont 200, 400 et 200 lycéens qui réclament 2 postes, à Saint-Côme, 210 élèves sont privés de cours, l'entrée du collège est bloquée par les parents qui réclament les 2 professeurs prévus. En même temps, des lycées de Bellevue, Montsquié... 1 000 lycéens défilent dans Le Mans et se rendaient devant les lycées Touchard et Yourcenar. Le mouvement prit corps le mardi 21. Les revendications sont les lycéens remettent ça le jeudi 23. Les revendications portent principalement sur les engagements non tenus : manque de professeurs et de moyens, emplois du temps et classes surchargées, mauvaises conditions de travail, etc.

Les lycéens ont la conviction de s'être fait rouler par le ministre Claude Allègre. Ils lui exprimèrent leur colère en criant leurs revendications. Un jeune dit « On est des lycéens on n'est pas des chiens ». Slogan « Collégiens en colère, on veut des profs titulaires ». Deux lycéens inquiets lancent à qui veut entendre « Nous voulons passer nos exams. Il faut nous aider ! ». Est-ce un aveu d'impuissance ?

La presse locale (*Ouest-France*) rapporte les propos de deux élèves, Pauline et Sandrine : « chaque année nous avons les mêmes revendications. Toujours rabâcher la même chose. Avec quel résultat ? Avec les manifestations qui ont déjà eu lieu un peu partout, cela a un peu bougé, doit-on se contenter à chaque fois de miettes ? Il faut que tout le monde se batte. » En Sarthe, la lutte avait débuté très tôt. Sillé-le-Guillaume, Le Mans, Sablé, La Flèche, Château-du-Loir... 700 lycéens réaffirment leur mécontentement et, par solidarité, participent à la journée du jeudi 30 septembre. Dès la rentrée, il manqua une vingtaine de professeurs. L'équipement et les moyens matériels sont insuffisants. La commission de sécurité a épinglé 23 établissements non conformes aux règles de sécurité.

groupe FA. Le Mans

Québec : répression contre les lycéens

LE QUÉBEC CONNAIT UN MOUVEMENT SANS PRÉCÉDENT DE protestation des écoles secondaires. Après deux semaines de manifs spontanées dans de nombreuses villes de la province, la répression policière s'est abattue brutalement sur le mouvement : 288 arrestations pour la seule journée du 23 septembre, à Montréal !

Tout le monde parle depuis un certain temps de la perspective d'un « automne chaud » en prévision d'une incontournable grève générale des fonctionnaires de l'état. Comme on pouvait tous s'y attendre, les boss des principales centrales syndicales (CSN, CEQ, FTQ) avancent à reculons, corrompus qu'ils sont de par leurs liens incestueux historiques avec le Parti Québécois au pouvoir et leur adhésion sans critique à l'économie de marché capitaliste.

Dans ces conditions de capitulation et de trahison sociale permanente des gros joueurs des syndicats, rien de plus normal que le mouvement qui se soit le plus distingué dans ce début d'« automne chaud » ne soit ni syndiqué par le haut, ni organisé en structure bureaucratique, ou même dans une quelconque structure de représentation que ce soit dans le cas des écoles secondaires.

(Il existe quatre niveaux de scolarité dans le système d'enseignement du Québec : le primaire, le secondaire (les polyvalentes), le collégial (CÉGEP), et l'université.) Si le mouvement est indissociable des moyens de pression des enseignant(-e)s, il exprime néanmoins un ras-le-bol beaucoup plus profond.

Ce n'est pas d'hier qu'il y a une crise dans les écoles secondaires. Depuis plus de dix ans, les adolescent(-e)s décrochent massivement, le taux d'abandon des études se situe entre 30 et 40% des élèves dans la région montréalaise. Et ce, quand on ne choisit pas de décrocher de la vie tout court : le suicide est la 2^e cause de mortalité chez les jeunes au Québec, triste champion des suicides chez les jeunes dans le monde développé industriellement. Les jeunes sont aussi durement frappés par le phénomène d'appauvrissement qui touche l'ensemble de la société. Toujours à Montréal, 40% des familles survivent sous le seuil officiel de la pauvreté (65% chez les monoparentales). Dans les quartiers pauvres, les élèves victimes de malnutrition sont légion.

Les manifs spontanés dans les écoles secondaires n'ont rien de nouveau. Il y a deux ans, l'expulsion d'une jeune de son école parce qu'elle s'était teinte les cheveux en bleu avait provoqué des manifestations de solidarité de ce genre. Ce qui est inhabituel depuis septembre, c'est l'ampleur du mouvement, qui a rapidement fait tache d'huile. Initialement, c'est la décision des profs de ne plus participer aux activités parascolaires (comme le bal des finissant(-e)s) qui provoque les premiers débrayages sauvages dans les écoles. Cependant, le mouvement n'est aucunement coordonné au niveau revendicatif, faisant en sorte que certain(-e)s élèves affirment prendre la rue pour appuyer leurs profs, d'autres pour les dénoncer, s'estimant injustement pénalisés(-e)s par leurs moyens de pression, d'autres encore diront : « On fait la grève pour que nos profs ne la fassent pas ».

Au gouvernement, le ministre de l'Éducation, François Legault, intervient dans les organes d'information pour supplier les élèves de retourner en classe. Son ton est aussi clairement menaçant puisqu'il martèle obstinément que ces manifs sont « dangereuses ». Legault, de même que la Fédération des Commissions Scolaires du Québec et la Fédération des Comités de Parents, blâment tous en chœur les profs, les accusant d'utiliser les jeunes pour leur propre cause.

Mais en fait, au fur et à mesure que se généralise le mouvement, il devient limpide que, non seulement les ados prennent goût aux manifestations, mais qu'en plus on s'y joint pour le simple plaisir de crier à tue-tête, et celui de faire entendre, de sentir la force du nombre et, bien sûr, pour fuir l'incontournable ennui qui génère une salle de classe.

Chronologie des plus récentes manifestations

16 septembre : dans la région de Québec, des milliers de jeunes perturbent fortement la circulation automobile. Trois jeunes reçoivent une contravention de 100 dollars pour « désordre ». À Laval, des centaines d'écolier(-e)s descendent dans la rue et vont visiter quelques écoles pour inciter les élèves à les suivre. Un adolescent est arrêté pour « méfait » (avoir lancé un casque de moto dans la fenêtre d'une polyvalente).

17 septembre : malgré le temps de chien, des centaines de jeunes participent à des manifestations dans les villes de Verdun, Pointe-aux-Trembles, Boucherville, Boisbriand, Sainte-Agathe, Sainte-Jovite et Beaufort.

21 septembre : le pont Jacques-Cartier qui relie Montréal à Longueuil est prit en sandwich par des centaines d'élèves des ces deux villes, qui le bloquent à tour de rôle à plusieurs reprises dans la journée.

L'escouade anti-émeute de la Sûreté du Québec est déployée pour mettre fin à un embouteillage monstrueux. Après avoir été refoulé, un groupe de jeune fait du vandalisme dans un centre commercial de Longueuil. L'autoroute 20 a dû être fermée dans les deux sens pendant près d'une heure. Les flics font trois arrestations.

22 septembre : une manifestation de centaines d'élèves de trois polyvalentes montréalaises est gâchée par l'intervention de la police anti-émeute. Après un long face à face, les flics dispersent les jeunes, qui, en rebroussant leur chemin, brisent des vitres de voitures, de commerces et de résidences et lancent plusieurs projectiles aux hommes en uniformes. 36 jeunes sont arrêtés (sur lesquels trois seront formellement accusés). À Vaudreuil, deux écoles sont fermées après un débrayage spontané. Près d'un millier de jeunes tentent de bloquer le pont Taschereau et l'autoroute 20. À Sainte-Jovite, des centaines de jeunes manifestent pour la 3^e fois en une semaine.

23 septembre : dans l'Est de Montréal, une foule de plus de mille élèves se rend à l'école Chomedey de Maisonneuve pour encourager leurs camarades de la place à prendre la rue avec eux et elles. La foule est pacifique, ce qui n'empêche pas la police de déployer l'escouade anti-émeute, qui leur ordonne de décoller de là. Au bout d'un cer-

tain temps, la foule faiblit en nombre. En milieu d'après-midi, les flics encerclent 270 jeunes manifestant(-e)s, qui sont tous et toutes sans exception, mis(-es) en état d'arrestation. Les jeunes, âgé(-e)s d'entre 12 et 15 ans, doivent monter dans les paniers à salade, qui les conduisent dans les quartiers de détention de deux centres opérationnels. La police de Montréal, nommée le SPCMUM, touche un nouveau fond dans la bassesse inhumaine de leur boulot de merde ! (Mais leur journée est loin d'être finie ! Les parents, la plupart bouillants de colère, doivent aller cueillir leurs enfants dans le lieu de leur captivité et discutent d'inventer un recours collectif. Les jeunes âgé(-e)s de plus 14 ans se font remettre une contravention de 118 \$ chacun(e).

Toujours le 23 septembre : dans le centre-ville montréalais, ce sont 400 étudiant(-e)s des CÉGEP qui manifestent bruyamment à l'appel du Mouvement pour le Droit à l'Éducation (MDE). Une centaine de protestataires pénètrent à l'intérieur du hall de la Bourse et l'occupent en faisant un petit saccage. Un agent de sécurité, qui essaie d'attraper un manifestant ayant emporté un drapeau, est étroitement entouré et se fait cracher dessus (un incident qui fait beaucoup couler de salive). Les manifestant(-e)s bloquent une rue, allument un feu et dansent autour au son de tam-tam... et de sirènes de flics. Les policiers arrivent par centaines, ferment d'autres rues, contribuant à leur façon à créer un bouchon de circulation dans le quartier des affaires de la métropole. Au bout d'une opération de trois quarts d'heure, la police anti-émeute commet 18 arrestations, dont plusieurs assez brutales. Les flics décident de s'acharner sur le sort de Valentina, une manifestante qu'ils ont déjà arrêtée à deux autres reprises cette année et que, cette fois-ci, ils sont bien décidés à ne pas relâcher jusqu'à son procès elle est accusée de bris de probation). Valentina passe toute la fin de semaine à la prison pour femmes de Tanguay. Le sergent-détective Lemieux, un crétin sans envergure affecté à plusieurs enquêtes sur des militant(-e)s, veut convaincre le tribunal que son otage est une meneuse. Quant aux autres manifestant(-e)s, l'un d'eux se voit libéré sous la condition draconienne de ne pas fréquenter un quadrilatère, qui englobe tout le centre-ville, ainsi que de s'abstenir de consommer de l'alcool (!) et des drogues (!).

Encore le 23 septembre : à Sherbrooke, près de 5 000 étudiant(-e)s prennent la rue. Les policiers confient aux joueurs de l'équipe de football la tâche d'assurer le service d'ordre. Dans la municipalité de Marieville, 500 élèves se déplacent le long de la route 112. D'autres débrayages d'élèves se déroulent à LaSalle et Lachine. À Saint-Hubert, la direction fait avorter une manif et, à Sainte-Thérèse, 300 élèves sont suspendu(-e)s pour avoir manifesté la veille.

27 septembre : Valentina est remise en liberté sous la condition de ne pas participer à des manifestations non-paisibles et non-lécales (comme vous aurez pu le remarquer, les manifs « paisibles et lécales » se font de plus en plus rares à Montréal).

Bobov - groupe Main noire (Montréal)

Sénégal: une expérience d'éducation populaire

AUPEJ EST UNE STRUCTURE éducative et sociale, née de la volonté d'éducateurs, de parents, de jeunes engagés dans la lutte contre toutes les formes d'exclusion et de marginalisation sociales. AUPEJ appuie, accompagne les parents dans l'orientation éducative de leurs enfants. Elle est un cadre d'animation formative et éducative qui œuvre pour l'élévation du niveau scientifique et de la conscience sociale des habitants. Elles est un cadre permanent de recherche et d'actions pour la promotion des innovations éducatives et sociales.

Contexte du programme

Le Sénégal, situé dans la zone soudano-sahélienne, totalise une population de 8 millions d'habitants, dont près de la moitié a moins de vingt ans. Avec un taux de croissance annuel du PIB de 2,1% et un taux de croissance de sa population de 2,8% par an, ce pays fait partie du groupe d'États ayant les taux de développement les plus faibles. Le secteur agricole, qui fournit 20% du PIB et 60% des emplois, voit sa production baisser de 0,8% par an de 1967 à 1997, soit une chute de 40% en trente ans.

La privatisation des sociétés d'État (eau, électricité, téléphone, transports, etc.) a entraîné une diminution des emplois de l'ordre de 20 à 30%. La crise de l'emploi induite a provoqué l'augmentation du taux de chômage.

L'accès aux services de base, notamment l'éducation et la formation, devient de plus en plus difficile pour les enfants et les jeunes, à cause des frais de scolarité élevés et de la faiblesse des revenus des parents.

L'école est caractérisée par une crise sans précédent du fait de son caractère sélectif et de l'inadéquation formation-emploi. Le système éducatif sénégalais est encore extraverti, il ne se centre pas sur les besoins et les préoccupations des populations. Chaque année, le taux d'échec tourne autour de 80% pour les examens officiels, entrée en sixième pour le collège, brevet des collèges, baccalauréat. Beaucoup de diplômés sont sans

emplois. Les apprentissages et les formations professionnelles sont trop théoriques et ne mettent pas les accents sur les métiers de l'artisanat qui offrent des opportunités de formations importantes.

Description du programme

Le programme de valorisation des apprentissages éducatifs et sociaux part du principe que l'on n'apprend pas seulement à l'école, mais que le quartier recèle un ensemble de situations éducatives qu'il faut pouvoir valoriser dans la perspective de promouvoir des apprentissages pour développer les savoirs et les savoir-faire. Le programme s'appuie sur les concepts du quartier et l'ensemble des ressources disponibles pour bâtir un concept éducatif populaire. L'élaboration du projet éducatif et pédagogique est l'œuvre de tous les acteurs du quartier. Les parents, les animateurs, les enfants et les jeunes sont tous des composantes essentielles dans l'action éducative et formative.

Le programme comporte des volets culturels, sociaux et économiques. Des classes de jeux, des classes de chants, des ateliers de théâtre, des ateliers de techniques manuelles et d'expressions artistiques sont du programme. Des activités d'excursion, de découvertes, des visites de sites participent à l'initiation des enfants et des jeunes, à la connaissance du milieu naturel et à la gestion de l'environnement.

Ce programme, initié par un groupe d'éducateurs et de parents affectés par les incohérences du système éducatif sénégalais, est localisé à Tivaouane, ville située à 90 km de Dakar. C'est une zone semi-urbaine et semi-rurale. Tivaouane polarise plusieurs villages. Sa population s'élève à 45 000 habitants. Le taux de scolarisation est faible: seulement 30% des enfants sont scolarisés. À Tivaouane, près de 300 enfants échouent aux examens scolaires chaque année. Ils sont ainsi éjectés de l'école et se retrouvent dans la rue et hors des circuits de formation professionnelle quasi inexistantes.

Bénéficiaires: Ce programme s'adresse aux enfants, jeunes filles et gar-

çons âgés de 3 à 22 ans. Chaque année les programmes de vacances mobilisent 500 enfants, soit au total 2 500 enfants de 1993 à 1998. La garderie éducative accueille des enfants de 3 à 6 ans (250 enfants). Le programme de formation de jeunes filles âgées de 12 à 22 ans mobilise 300 filles. La bibliothèque compte 500 abonnés.

Objectifs: Offrir aux enfants et aux jeunes des espaces positivement structurants:

- mettre en place un modèle socio-éducatif contre les fléaux sociaux contemporains (drogue, prostitution...);
- élever le niveau scientifique et culturel des jeunes et des parents;
- faciliter la communication parents/enfants;
- offrir aux enfants et aux jeunes des ateliers de formation aux métiers de la vie;
- impulser de nouvelles solidarités sociales.

Méthologie

L'AUPEJ utilise la pédagogie active à travers des jeux, des danses et du sport. Le théâtre, les contes sont des outils pédagogiques utilisés pour réaliser les objectifs et formatifs fixés. La coopérative, par exemple, est un espace d'apprentissage de la gestion de l'investissement des enfants et des jeunes, de la création de richesse et de la négociation. C'est un instrument par lequel les enfants participent au processus de prise de décision. Le forum des enfants et des jeunes est un espace de libération et de valorisation de la parole des jeunes.

Les parents participent à l'élaboration des projets éducatifs et pédagogiques en systématisant leurs attentes. Ils participent à l'action éducative en animant des ateliers de couture, de confection. Des innovations pédagogiques ont été introduites à travers la mobilisation des acteurs et des ressources du quartier dans une perspective éducative et sociale. Les enfants ne sont pas en compétition, ils apprennent ensemble (solidarité de groupe). Ils sont éduqués à la culture de l'entraide, de la paix et de la

non-violence. Les éducateurs et les formateurs sont issus du quartier.

Difficultés rencontrées

Les difficultés rencontrées sont d'ordre matériel et financier. Il est difficile de trouver des partenaires intéressés pour financer des programmes dont les résultats ne sont pas immédiats. Les familles n'avaient pas l'habitude de s'inscrire dans une dynamique participative. La plupart d'entre elles avaient de faibles ressources. Elles n'avaient pas l'habitude d'élaborer des programmes éducatifs ou de participer à leur réalisation. Certains parents se déchargeaient sur nous en pensant que nous étions là pour les remplacer ou jouer leur rôle. Ils accordaient peu d'intérêt à investir un minimum de moyens pour l'éducation des enfants.

Succès du programme

Une conscience nouvelle est née au sein de la population. Les renforcements des capacités économiques des parents, grâce à la caisse d'épargne et de crédit dans un contexte de rareté financière, a contribué à valoriser l'image parentale. Les parents y participent de façon dynamique. Le programme a permis une mutualisation des ressources du quartier pour fonder de nouvelles solidarités éducatives et sociales. L'enjeu de l'éducation et de la formation des jeunes est porté

par la communauté du quartier. Des espaces de vie sont créés, ils constituent des lieux de communication, d'échange de savoirs et de savoir-faire.

Depuis 1993, AUPEJ organise des activités de vacances au profit des enfants de 4 à 15 ans (garçons et filles): des jeux, des excursions, des découvertes, des tournois sportifs et des ateliers d'échanges inter-jeunes.

AUPEJ a ouvert un centre polyvalent d'éducation alternative à Tivaouane. Les parents d'enfants de sept quartiers de Tivaouane ont organisé des activités d'épargne et de crédit en vue de renforcer leurs capacités éducatives par la valorisation de l'image parentale chez l'enfant.

AUPEJ a créé un journal, *Regards pluriels*, animé par les habitants.

AUPEJ a mis en place un programme de formation professionnelle destinée aux jeunes filles déscolarisées.

AUPEJ a ouvert des classes de sport: football, karaté, athlétisme, lutte...

AUPEJ a mis en place un programme de formation de jeunes filles déscolarisées. Un atelier de théâtre d'enfants permet à ces derniers de développer leur potentiel artistique. Le théâtre est utilisé comme un outil pédagogique au service d'une communication sociale efficace par rapport à toutes les thématiques qui agitent la société.

Moussa Diop

AUPEJ, quartier Fogny, BP 76 Tivaouane. AUPEJ: Actions utiles Pour l'Enfance et la Jeunesse

Régularisation de tous les sans-papiers!

Les 15 et 16 octobre a lieu en Finlande un sommet de l'Union Européenne. On y causera des « flux migratoires ». Il s'agit pour les gouvernements d'harmoniser la législation des quinze pays, chose prévue par le traité d'Amsterdam. C'est-à-dire que nos hommes d'État vont décider des déplacements des travailleurs à travers le monde. On peut parier que comme d'habitude, et comme tous ceux qui l'ont précédé, le gouvernement de gauche plurielle fera primer l'intérêt de l'État sur celui des individus et l'intérêt des patrons sur celui des travailleurs.

Ce que veulent les patrons: la flexibilité

Pour gagner toujours plus d'argent, ils ont besoin de travailleurs soumis. De travailleurs qui acceptent de venir tôt le matin, de partir tard le soir, et de n'être pas payé entre les deux. Ils veulent qu'on travaille la nuit et le dimanche, ils se moquent de notre vie privée. Pour ces rapaces, les sans-papiers sont le prototype de l'ouvrier du futur: sans droits, exposés à l'arbitraire de la police, pas de syndicat...

Les valets du patronat au gouvernement vont donc nous en fabriquer des quantités. C'est très facile, il suffit de fermer les frontières. On sait que les hommes poussés par la misère trouveront de toute façon le moyen de venir en Europe... L'armée de policiers, de douaniers, de gendarmes soi-disant occupée à empêcher la chose sert en fait à imposer le calme à l'ensemble des travailleurs et des chômeurs. On arrose le tout d'une bonne dose de chauvinisme, et c'est prêt. Les maîtres peuvent passer à table.

Les travailleurs n'ont pas de patrie!

Anarchistes, ennemis du nationalisme, nous dénonçons la maîtrise des flux migratoires et le mythe de l'identité nationale. Nous revendiquons pour tous la liberté de circuler, de vivre et de s'installer sans considération de frontières. Ennemis de l'exploitation, nous luttons parmi les travailleurs et les chômeurs pour l'égalité économique et sociale. Partout les militants anarchistes continueront à apporter leur aide et à exprimer leur solidarité aux sans-papiers. La loi Chevènement qui criminalise la solidarité ne fait que renforcer notre détermination. La lutte des sans-papiers est notre lutte à tous.

- Régularisation de tous les sans-papiers!
- Libération des prisonniers!
- Suppression des camps de rétention!
- Arrêt des poursuites en cours!

Fédération anarchiste

ACAPES: un collège autogéré

Association communautaire d'appui à la promotion éducative et sociale qui lutte contre toutes les exclusions sociales. Le service d'entraide scolaire de l'ACAPES constitue un instrument pour la promotion des apprentissages scolaires en favorisant l'accès du plus grand nombre aux savoirs. Le service d'entraide scolaire participe à la lutte contre l'échec scolaire dans un contexte marqué par la privatisation. L'ACAPES fonctionne de façon souple. Les élèves participent financièrement, il s'agit d'une cotisation individuelle et annuelle de 15 000 FCFA (moins de 150 FF). L'argent mobilisé permet d'indemniser le déplacement des enseignants et la location des locaux. Les élèves participent à la gestion de l'établissement sur le mode de la cogestion.

Quelle est la différence entre ACAPES et les autres établissements scolaires?

L'ACAPES est une école sociale cogérée par les élèves, les parents et les enseignants. Elle diffère d'une école privée qui cherche à faire des bénéfices par la vente des enseignants. Elle est aussi différente d'une école publique qui par son fonctionnement contribue à l'échec du plus grand nombre. L'ACAPES allie apprentissage scolaire et dynamisme communautaire. Elle valorise les savoirs et les savoir-faire.

Quelles sont les difficultés que rencontre l'ACAPES?

L'ACAPES est passée de 29 élèves la première année de fonctionnement en 1998 à 89 élèves actuellement. Ce qui a entraîné une augmentation des charges de fonctionnement. Les sommes capitalisées n'ont pas été suffisantes.

Nous avons été obligés d'organiser un concert de musique pour mobiliser les ressources financières additionnelles. Cependant, les bénéficiaires ne nous ont pas permis de couvrir les frais. A cela il faut ajouter le manque de matériel et de mobilier, les frais de location.

Nous appelons au nom des élèves, des parents et des enseignants la mobilisation des militants pédagogiques et syndicalistes à soutenir l'ACAPES.

Madina Sau
élève à l'ACAPES, membre du foyer

Que faire? ACAPES manque de livres de philosophie, d'annales du bac ou du BEPC. Vous pouvez envoyer ces ouvrages à AUPEJ (mention ACAPES) B.P. 76 Tivaouane, Sénégal.

Vous pouvez adhérer à AUPEJ (mention ACAPES) auprès de Bonaventure, 35, allée de l'Angle, 17190 Chaucré, Saint-Georges d'Oléron.

Réalisme à la chinoise

Le premier octobre 1999, la Chine, pays à l'histoire plusieurs fois millénaire, a fêté les cinquante ans de l'avènement du Parti communiste au pouvoir. Nous sommes là face à la dernière dynastie en place, une dynastie qui a voulu faire table rase du passé par la révolution culturelle. D'où la question que l'on peut se poser, cette nouvelle dynastie a-t-elle eu une incidence sur la littérature, si oui laquelle ?

Pour comprendre s'il y a eu des changements, encore faut-il savoir ce qui caractérisait cette littérature. L'auteur qui est le plus à même de nous en parler n'est autre que Victor Segalen qui, au début de ce siècle, dans *Stèles*, expliquait qu'elle était basée sur la poétique, sur l'utilisation de l'allégorie et non sur la description, sur le réalisme, sur la reproduction du réel. L'allégorie signifie : dire autre chose que ce qu'on veut dire. Les allusions, ellipses, les signes et symboles étaient au service de la littérature pour mieux exprimer l'indicible, suggérer l'ineffable.

Dans la littérature contemporaine, Shan Sa est celle qui me semble être la plus proche de cet héritage, ce qui tendrait à prouver qu'il n'est pas mort. Son dernier roman, *Les quatre vies du saule*, en est l'expression. Pour nous parler de l'histoire de cette Chine éternelle, de la révolution culturelle, elle utilise la voix du cœur, de l'amour, l'image du saule qui symbolise la mort et surtout la renaissance. Le lecteur est plongé dans un univers poétique, lyrique, un espace imaginaire, proche du conte, que la vision distingue au-delà des choses vues, pour nous ramener vers le chaos mouvant des objets d'ici-bas.

Mais la révolution culturelle a apporté des changements en ce sens que la littérature est beaucoup plus tournée vers le réalisme. Fang Fang en est l'illustration dans son dernier roman, *Soleil du crépuscule*. C'est de la Chine d'aujourd'hui dont elle nous parle, en nous décrivant les conditions de vie du commun des mortels citadin. Ce qui, à première vue, pourrait être un roman ethnologique est heureusement servi par une histoire à l'humour grinçant. L'intrigue est la suivante : une famille de sept membres vit à l'étroit dans un appartement de quelques mètres carrés et deux de ses membres se verraient bien à la place que laisserait vacante l'aïeule, s'il lui venait la bonne idée de mourir. Il s'ensuit une aventure rocambolesque dans laquelle Fang Fang analyse le comportement opportuniste de ses personnages, avec cynisme.

J'espère que vous partagerez avec moi l'envie de découvrir ces deux auteurs que je vous recommande cette semaine.

Boris Beyssi

(Le manège - Radio libertaire)

Les quatre vies du saule, Shan Sa, éditions Grasset.
Soleil du crépuscule, Fang Fang, éditions Stock.

copinage

L'association « Paroles et Musiques » et Radio libertaire présentent **Louis Capart** lundi 11 octobre à 20 h 30 au théâtre Clavel (3, rue Clavel, Paris 19^e), tél : 01 43 84 70 04. Places : 100 F et 80 F.

Jean-Louis Blaïre accompagné de Ivan Duchesne sera le 13 octobre à 21 h 30 au Magique, 42, rue de Gergovie, Paris 14^e (01 45 42 26 10).

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 7 octobre à 18 heures :

Si Vis Pacem : le Collectif Ile-de-France pour objecter à l'esprit de Défense.

jeudi 7 octobre à 22 heures :

Epsilon : avec Quentin Rollet, Noël Akhoté, co-instigateurs du label « Rectangle » et Marc Sens, guitariste, auteur d'un CD autoproduit, « Greum ».

vendredi 8 octobre à 12 heures :

Collage : Tableau composé d'éléments hétérogènes autour d'un thème empreint au patrimoine culturel.

mardi 12 octobre à 19 h 30 :

Paroles d'associations : Les alcooliques anonymes autour du livre « Jusqu'à plus soif ».

mardi 12 octobre à 22 h 30 :

Jazz en liberté : Charles Mingus sextet en public (1964) ; Bernard Santacruz trio (1996) ; Santi Debrarian quintet (1987) ; Charlie Haden-Christian Escoudé duo (1978) ; Richard Davis quartet (1997).

mercredi 13 octobre à 10 h 30 :

Blues en liberté : Le blues « boom » anglais, Stones, Clapton, Animals...

LECTURE

L'amour en chaussettes

Gudule

Q'EST-CE QUI INTÉRESSE LE plus les ados ? L'amour, bien sûr. Et les quelques histoires d'amour pour les ados et pré-ados ont toutes, en littérature, un dénominateur commun : l'histoire s'arrête au moment où elle devient intéressante... L'héroïne a rencontré le héros et l'embrasse furtivement sur les lèvres... Oui, mais après ? Après, rien (bonjour l'hypocrisie !) ; c'est la fin du livre.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que ça ne génère qu'un sentiment de frustration (légitime)... Ce que les ados ont le plus envie de savoir et de lire, justement, c'est ce qui se passe après ! Les plus curieuses et curieuses iront donc chercher ailleurs, dans des livres « de vieux », souvent sans y trouver leur compte. (et je ne parle même pas des bouquins érotiques ou pornographiques qui offrent aux ados une image pour le moins décalée - c'est un euphémisme ! - de la sexualité).

C'est dans ce contexte que les éditions Thierry Magnier (un éditeur moins frileux que les autres !) publient « L'amour en chaussettes », écrit par Gudule, avec son humour et sa verve incomparable. Voilà, enfin, le livre que bien les ados attendaient : une vraie histoire d'amour qui s'achève dans un lit, dans la tendresse et les petits bredouilllements de la « première fois ».



Pourtant, cet amour en chaussettes s'ouvre sur une aventure assez banale ; Delphine tombe éperdument amoureuse de son prof de dessin, et tous ses fantasmes d'amour torride, c'est avec lui qu'elle rêve de les vivre, évidemment, et non pas avec Arthur, le copain de classe bégayant. Manque de bol pour elle, le prof en question ne couche pas avec ses élèves et le lui dit avec toute la fermeté

nécessaire, et en plus il est gay. Bref, la vie est bien compliquée... Delphine, désolée, finit par retrouver Arthur, tout aussi désolé. Mais ils ne

tardent pas à se consoler comme il faut, dans un lit, et le livre ne s'arrête pas au premier baiser échangé. Rien n'est oublié, pas même les petits ratés de cette première relation sexuelle où personne ne sait bien comment s'y prendre (et pourtant, ça n'est pas l'envie qui manque !), et que la présence indispensable du préservatif complique encore un peu plus... Mais la tendresse, finalement, arrange les choses. Et la morale de l'histoire pourrait se résumer ainsi : l'amour, c'est super, il n'y a pas de quoi en avoir peur, et puis ça s'apprend à deux (et ça garantit même Arthur de son prof de dessin). Voilà donc le livre que nous aurions sûrement aimé lire quand nous étions adolescents. Et si c'est un peu tard pour nous, beaucoup de jeunes vont pouvoir jeter leur dévolu sur ce petit bouquin sympa. Faire l'amour, c'est mieux que faire la guerre... ça n'est pas nouveau. Ce qui est nouveau, c'est qu'on le dit et l'écrit en toutes lettres à l'attention des plus jeunes.

Cathy Ytak

L'amour en chaussettes. Gudule. Éditions Thierry Magnier. 43 F. En vente à la librairie du Monde libertaire (48 F avec port, chèque à l'ordre de Publico).

Colloque international L'anarchisme a-t-il un avenir ? Histoire de femmes, d'hommes et de leurs imaginaires

Mercredi 27 octobre 1999

10 h - 12 h : Histoires anarchistes

Gaetano Manfredonia : Unité et diversité de l'anarchisme. Un essai de bilan historique • Franco Bertolucci : Lieux et mythes de l'anarchisme italien au XIX^e • Yves Pagès : Origines et perspectives de l'anarchisme individualiste.

Figures anarchistes en Amérique latine

Joël Delhom : Itinéraire de Manuel Prada, anarchiste péruvien • Anna Laura Moreno-Sainz : La figure du Gaucho dans l'imaginaire anarchiste argentin

Entre guerre et révolution

Jean Sié : Les anarchistes et la guerre de 14-18 • Jean-Louis Blanchon : Expérience anarchiste de Puigcerda (1936-37) • Sharif Gemie : Actualité de la pensée politique de Victor Serge

16 h 30 - 18 h 30 : Les irréguliers de l'anarchie

Peter Diener : Les nihilistes russes dans le roman • Dominique Stéphane : Péguy, l'irrégulier du socialisme libertaire • Claire Auzias, Marie-Dominique Massoni : Brassens

Des savoirs libertaires ?

René Lourau : Voies libertaires de la connaissance • Philippe Pelletier : Les anarchistes et la science, approches • Daniel Colson : Deleuze et le renouveau de la pensée libertaire

Jeudi 28 octobre

9 h - 12 h : Anarchismes et anarchistes aujourd'hui : discours et engagements

Stéphanie Chauvin : L'engagement militant et l'utopie aujourd'hui • Antonio Morales Toro : Etre anarchiste aujourd'hui ! • Joao Freire : L'éternelle jeunesse de l'anarchie • Errandanea Alfredo : Anarchisme pour le XXI^e siècle

14 h - 16 h : Idéologies et pratiques

Floréal : Organisations et pratiques libertaires : deux

voies divergentes ? • Prieto Ruben : Anarchismes « prématurés » • José Carvalho-Ferreira : Contradictions et limites de l'anarchisme aujourd'hui

De la révolution à la révolution...

Ronald Creagh : De la révolution • Sposito Rafael : Ethique et esthétique de la transgression • Amedeo Bertolo : L'anarchisme comme mutation culturelle • Roger Noël, Alternatives libertaires, Ixelles, présente la vidéo « Expériences libertaires en Belgique »

16 h 30 - 18 h 30 : Présences anarchistes

Nathalie Maurice : Les anarchistes et les chômeurs • David Michels : Act Up anarchiste ? • Laurent Martin : Le Canard enchaîné, permanence libertaire ? • Peter Schrems : L'anarchie, une option ? • Lanza Luciano : Faire les comptes avec l'économie • Emmanuel Dockes : Pour une lecture libertaire du droit : l'injustification patronale

Vendredi 29 octobre 1999

9 h - 12 h : Sexisme et anarchie

Sophie Kérignard : Rôle des femmes dans l'anarchie (XIX^e-XX^e) • Corinne Monnet : Pour un débat sur l'anarcha-féminisme • Chaia Heller : L'éco-féminisme et mouvement libertaire • Daniel Weltzer-Lang : Utopies, dépassement du genre et de la domination masculine

L'anarchie d'Internet

Table ronde présentée et animée par Eric Castex autour de l'intervention d'Eric Zolla : Anarchistes sur Internet, avec la participation de Joël Delhom (utilisateur et chercheur) et Ronald Creagh (responsable d'un site internet)

14 h - 18 h : Libérer l'anarchie !

Lluís Sala-Molins : Citoyen, individu ? l'alternative ? Carlos Ramos, Fundacion S. Segui, Madrid : Mémoire et héritage anarchiste • Alain Pessin : Oublier Reclus ! Salvo Vaccaro : L'anarchie une histoire non finie ? • Mimmo Pucciarelli : Eloge de l'anarchie

avec la participation du Socius (Lisboa), d'Alternatives Libertaires (Ixelles), de l'Associazione socialista libertaria Luigi Bertoni (Lugano), de la Librairie La Gryffe (Lyon), du Centro studi libertari (Milano), de l'imprimerie 34 (Toulouse), et de l'Université Toulouse II Le Mirail.

organisé par le GRHI (Toulouse), le Centre de sociologie des représentations et des pratiques culturelles (Grenoble), l'Atelier de Création Libertaire (Lyon).

Renseignements : GRHI, 5, allés A. Machado, 31958 Toulouse cedex. Tél. 05 61 50 36 59.

Bonaventure an 7 d'une petite école libertaire

Les épées de Damoclès

CHAUCRE, 9 SEPTEMBRE 1999.
Un soleil de plomb. Une luminosité à nulle autre pareille. Une légère brise d'ouest ne parvenant qu'à faire murmurer les feuilles déjà jaunes de trop de sécheresse des peupliers. Onze loupis bards de cartables flambant neufs. L'insti, Laurence, qui entame sa deuxième année avec le regard volontaire des vieux briscards. Agathe, la nouvelle animatrice, qui a déjà trouvé ses marques. Quelques parents, inquiets, comme tous les parents, qui essayent de faire semblant de ne pas l'être. Ils sont tous là pour cette septième rentrée de Bonaventure hormis un absent de taille, un pauvre vieux chien noir aboyeur et péteur en diable qui s'est éteint de vieillesse quelques jours auparavant et qui laisse, désormais, orpheline, la pancarte « attention, chien gentil » qui trône à l'entrée de l'école.

Une septième rentrée!

Qui l'eut cru? Qui eut pu penser que cette folie d'une école libertaire laïque, gratuite, ne percevant aucune subvention, gérée par deux cents chevaliers du rêve dispersés aux quatre coins de l'hexagone, arc-boutée sur une propriété collective et une égalité des revenus pour ses travailleurs, et osant l'éducation à, et par la liberté, l'égalité, l'auto-gestion, l'entraide et la citoyenneté, aurait pu tenir aussi longtemps? Qui? Disons-le tout net, personne! Pas même moi!
Et pourtant, les faits sont là. Bonaventure tient toujours le cap. Le drapeau noir flotte toujours sur la marmite. Reste que deux gros nuages lourds de menaces assombrissent sérieusement l'avenir de cette sep-

tième rentrée. Bonaventure, en effet, qui ne survit depuis toujours que grâce au soutien financier d'innombrables camarades solidaires de notre rêve, commun, de tarauler l'hiver éducatif présent de petits perce-neige d'espérances libertaires, s'est tellement installée dans le paysage, que...

En clair, depuis quelques mois maintenant, Bonaventure est à l'agonie au niveau financier et, pour la première fois de son histoire, ne vous lance pas un appel à la solidarité mais un appel au secours.

Au secours, donc!

De plus, une mauvaise nouvelle ne venant jamais seule, nous nous trouvons confrontés, à compter de cette rentrée, à une autre menace, largement plus grave.

Il y a quelques mois, en effet, des textes de loi sont sortis qui font planer une menace gravissime sur la poursuite de l'expérience Bonaventure. Sous couvert de lutte contre les sectes, l'État et ses inspecteurs de l'Éducation nationale, les communes et leurs assistantes sociales, l'URSAFF et ses gabelous, le fisc et ses vampires durs aux pauvres, ont désormais tout pouvoir, de vie et surtout de mort, sur nous. Pas au niveau scolaire à la mode de la norme du genre tu ne sais pas, en

CEI que Marignan c'est en 1515, et hop, fusillé. Ta démarche éducative peut laisser à penser que tu prépares mal les enfants à la citoyenneté (laquelle?)! Et hop, fusillé. Tu bosses bénévolement pour, louche, fusillé.

D'où vient l'argent, louche, fusillé. Est-il besoin de le préciser, Bonav se réjouit de la lutte de l'État contre les sectes (qui n'ont pas réussi) car ça concerne quand même dix mille mômes et qu'à tout prendre... se félicite (vu le niveau scolaire existant) de cette préoccupation du niveau, s'émerveille de ce coup de foudre relatif à l'apprentissage de la citoyenneté et ne voit rien à redire à ce que les sectes (toutes les sectes, bien sûr) subissent des contrôles fiscaux et ne perçoivent plus aucune subvention de la collectivité.

Reste que nous savons très bien que l'État ne s'appliquera jamais à lui-même sa propre loi (pas fou), que les sectes qui ont pignon sur rue continueront à vendre du catéchisme subventionné, et que le premier crétin venu made in Éducation nationale, assistance sociale ou du con la joie estampillé fisc peut désormais fermer Bonaventure quand bon lui semblera.

Quand? Sûrement pas quand Bonaventure sera soutenu par des dizaines de milliers de personnes! Merci d'y croire.

Jean-Marc Raynaud

Bonaventure, indépendante des institutions de l'État, autogérée donc, ne peut exister que par la participation active de tous ceux qui pensent qu'on doit donner un nouveau visage à l'éducation. Cela ne va pas sans finances... Vous pouvez ajouter votre pierre à l'édifice en envoyant un soutien à l'école Bonaventure.
Bonaventure, 15 allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges d'Oléron.

La chasse aux pseudo fraudeurs est ouverte

qu'une appropriation du système de solidarité et d'entraide sociale par les usagers eux-mêmes ne peut se penser qu'à travers des luttes visant à l'abolition des rapports d'exploitation, c'est-à-dire dans le cadre d'un changement radical de l'organisation du travail.

Il s'agit pour chacune et chacun de trouver son compte, dans le respect de

ses particularités de conditions de vie et de travail et donc de sa motivation à contribuer à l'effort nécessaire dans la production des richesses sociales. Et l'un ne va pas sans l'autre. En effet, un système d'assurance mutualiste ne peut pas être viable dans une société construite sur le principe du vol et de la guerre de tous contre tous.

suite de la première page

C'est l'ensemble de ce qu'on appelle « les services publics » qui est à redéfinir, car chaque jour nous nous apercevons un peu plus que ceux-ci sont soumis à la loi du profit.

Les faits démontrent aussi qu'État et « services publics » ne peuvent être confondus et l'idée reçue selon laquelle « l'État c'est nous » est de moins en moins évidente.

Si nous souhaitons une société centrée sur la coopération, l'entraide et la justice sociale, nous devons impérativement nous approprier les outils et structures aptes et nécessaires à la réalisation de cet objectif. L'auto-organisation et la gestion directe de nos affaires, sans État ni patron, devient alors envisageable.

Pour le moment, le monde salarié est en panne de projet sociétaire mais conscient que la classe politique et les capitalistes pillent les richesses produites par la collectivité.

C'est cette conscience d'appartenir à la même classe exploitée que nous nous devons de faire mûrir!

Jéfil. - groupe Kronstadt
(Lyon)

Sous les livres, la Rue!

Seule une contre-culture, contestataire, subversive, démythificatrice, détachée des mécanismes du pouvoir et du commerce et non réservée à un cercle d'initiés, nous permettra de lutter contre le conditionnement culturel.

C'est dans cet état d'esprit que nous avons ouvert la bibliothèque. Vous pourrez y emprunter, parmi ses 450 livres environ (livres, brochures, revues...), des ouvrages sur les anarchistes (leur pensée, leur mouvement, leur vie...), l'histoire des luttes sociales et des révolutions, les luttes féministes... des réflexions sur l'actualité, des romans (Vallès, Mirbeau, Darien, Poulaille...), de la poésie... et y consulter la fameuse Encyclopédie anarchiste en quatre volumes éditée sous la direction de Sébastien Faure, dans les années trente... De ce lieu de culture, de documentation et d'information, ouvert et accessible à tous (et donc gratuit), nous voulons faire un lieu de rencontre, de discussion, de débat : en bref, un lieu de culture vivant(e).

10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Un concert historique

Concert de soutien à Radio libertaire organisé par l'émission Epsilonia

À l'initiative d'un groupe de musiciens, l'émission Epsilonia a offert aux auditeurs de Radio libertaire des « pointures » de la musique expérimentale. Pas moins de 500 personnes se sont retrouvées au Batofar (péniche amarrée sur les quais de Seine). Le talent incontestable, l'ambiance chaleureuse et le clapotis de l'eau nous ont permis de découvrir - sans a priori - une musique réputée difficile!

Difficile surtout est le combat politique que ces musiciens mènent à travers leurs pratiques professionnelles quotidiennes afin d'instaurer des relations différentes dans le travail : refus du « star-system » rentable, non hiérarchisation, égalité des salaires, remise en question du rapport public-artistes...

Loin des compromissions lamentables des groupes à la mode (labellisés par Barclay ou autre multinationales), ils ont prouvé qu'il est possible de rassembler un public nombreux et être - ainsi - un réel soutien financier pour notre radio. Merci à eux-elle!

Le secrétariat de Radio libertaire

Lire en fête

Pour la troisième année, la librairie du Monde libertaire profite de la fête du livre pour s'installer dans la rue Amelot

Dimanche 17 octobre de 13 h à 18 heures

Dans la rue Amelot:

13 h 30 - Débat avec Claire Auzias à l'occasion de la parution, aux Éditions du Monde Libertaire de son livre sur Louise Michel

15 heures - Rencontre débat autour de la mémoire militante de Maurice Joyeux.

16 h 30 - chansons

Dans la librairie:

13 h 30 - Mémoires de militants : Projection du film « Foj d'anar; Maurice Joyeux » (1984) - Joyeux, figure emblématique du renouveau de la Fédération anarchiste. Un militant politique et syndical controversé.

15 heures - séance de contes traditionnels avec Catherine Bajot.

16 heures - Projection d'un documentaire sur la Commune de Paris.

Bourse aux livres d'occasion : apportez vos livres pour les échanger, les vendre... Tables de presse d'éditeurs, Buvette.

A G E N D A

vendredi 8 octobre

● **TOULOUSE** : Soirée de soutien à Mumia Abu Jamal et pour l'abolition de la peine de mort. Café-musique La Mounede, 131, rue Saint-Simon à partir de 21 heures. Entrée : 40 F (tarif réduit : 20 F)

samedi 9 octobre

● **VINCENNES (94)** : Journée internationale de solidarité avec les peuples indiens des Amériques de 14 h à 23 heures au Centre culturel G Pompidou, 142, rue de Fontenay. Danse et chants Navajo, musique Aymara, conférences, débats, film, librairie, artisanat, bar. PAF : 60 F.

● **PARIS** : Le syndicat de la communication, de la culture et du spectacle de la CNT organise un concert de soutien aux personnels de la médiathèque de la Cité des sciences en grève depuis le 1^{er} septembre. A 18 heures : Riton la manivelle ; à 20 h 30 : Ay Carambal (musique brésilienne). Entrée : 30 F.

dimanche 10 octobre

● **PARIS** : Journée de d'information et de soutien à Big Mountain (contre l'expulsion des indiens Navajos de leurs terres par une multinationale de charbonnage et le gouvernement américain) à partir de 16 heures au CIGP, 21 ter rue Voltaire (11^e).

vendredi 15 octobre

● **PARIS** : Le Collectif anti-expulsions organise un rendez-vous d'Action contre l'Europe forteresse et sa politique anti-immigrés à 17 h 30 place Saint-Michel.

samedi 16 octobre

● **PARIS** : La bibliothèque du local La Rue organise un débat sur le thème « éditer aujourd'hui » avec Serge Livrozet à 16 heures, 10, rue Robert-Planquette (18^e)

● **LYON** : L'Union locale de la F.A. vous invite à une présentation du documentaire « Vivre l'utopie » sur la révolution espagnole à 15 h 30 à la librairie La Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc (1^{er}).

vendredi 29 octobre

● **PARIS** : Le documentaire « Fin de siècle (1895-1900) » sera projeté à la librairie du Monde libertaire à 19 h 30, 145, rue Amelot, (11^e).